



## VILLE D'UGINE

### ARRETE MUNICIPAL N°2024.63

**Service Animation Locale**

**Objet : autorisation de buvette**

Le Maire de la Ville d'Ugine,

**Vu** le code des collectivités territoriales et notamment son article L2212- 1, L2212-2, 2212-2 ;

**Vu** le code de santé publique, notamment ses articles L.3334-1, L.3334-2 et L.335-4 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral DRSU/BR/A2017/83 du 1<sup>er</sup> mars 2017 ; portant règlement permanent de la police des débits de boissons dans le Département de la Savoie

**Vu**, la demande adressée par Madame Sabrina CUCHET, Présidente de l'APE les P'tits mômes de Pringo, en date du 26 février 2024,

### ARRETE

- **Article 1 :** Mme CUCHET est autorisée à ouvrir un débit de boisson temporaire le vendredi 21 juin 2024 de 17h à 01h30 dans la cours de l'école Pringolliet à l'occasion de la kermesse des écoles.  
**Les horaires doivent être strictement respectés.**
- **Article 2 :** conformément à la loi, dans le cadre des zones protégées, les boissons mises en vente sont limitées aux boissons sans alcool du 1<sup>er</sup> groupe telles que définies dans les articles sus mentionnés, à savoir : eaux minérales ou gazéifiées jus de fruits ou de légumes non fermentés ou ne comportant pas à la suite de fermentation de traces d'alcool supérieures à 1.2 degré, limonades, sirops, infusions, lait, café, thé, chocolat. Boissons fermentées non distillées et vins doux naturels : vin, bière, cidre, poiré, hydromel, auxquelles sont joints les vins doux naturels, ainsi que les crèmes de cassis et les jus de fruits ou de légumes fermentés comportant 1,2 à 3 degrés d'alcool, vins de liqueur, apéritifs à base de vin et liqueurs de fraises, framboises, cassis ou cerises, ne titrant pas plus de 18 degrés d'alcool pur.
- **Article 3 :** Le protocole HCR relatif à la tenue des buvettes doit être respecté.
- **Article 4 :** Ampliation du présent arrêté sera transmise à :
  - La brigade de gendarmerie d'Ugine;
  - La Police Municipale ;
  - Le Secrétariat Général ;
  - Le Service « Animation Locale » ;
  - Madame CUCHET

Chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Maire

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Notifié le



Fait à Ugine, le 28 février 2024  
Pour le Maire empêché  
Michel CHEVALLIER  
Adjoint au Maire